

# TRIBUNE LE RÔLE DE L'ÉVALUATION ÉCONOMIQUE DES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES ET DE LA BIODIVERSITÉ POUR LA MOBILISATION DES RESSOURCES ET L'IMPLICATION DU SECTEUR PRIVÉ.



**PAVAN SUKHDEV** - Économiste de l'environnement, fondateur et PDG de GIST Advisory, société de conseil qui évalue les performances – notamment les externalités – pour des gouvernements, des entreprises et des ONG. Il a dirigé l'étude TEEB (*The Economics of Ecosystems and Biodiversity*) sur l'économie des écosystèmes et de la biodiversité.

**L'évaluation économique des services écosystémiques est de plus en plus reconnue comme un instrument clé pour la prise en compte de la biodiversité et contre l'invisibilité économique de la nature. À votre avis, en dehors des déclarations générales, comment l'évaluation économique peut-elle être utilisée pour avoir un réel impact sur la prise de décision ?**

Ce qu'il importe de reconnaître, avant tout, c'est que toute évaluation est déterminée par son objectif. La première question consiste à se demander pourquoi affecter une valeur, car en l'absence de but, il ne peut y avoir d'évaluation. C'est le point central et, au niveau des nations et des États, c'est cet élément qui détermine le cadre politique à l'intérieur duquel s'effectue

l'évaluation. Il convient ensuite d'identifier les parties prenantes associées à un contexte social, économique et géographique déterminé, afin de définir exactement les agents de l'évaluation les plus appropriés. Par exemple, une communauté locale jouissant de droits d'accès traditionnels, un gouvernement local surveillant un patrimoine naturel ou encore un gouvernement protégeant un parc national, etc. L'étude TEEB (Economie des écosystèmes et de la biodiversité) suit une approche graduée à trois niveaux pour ce qui est de l'analyse et de la structuration de cette évaluation. Tout d'abord, **la valeur peut être reconnue**. Une telle évaluation peut se pratiquer dans des contextes culturels divers et ne doit pas nécessairement être économique. Il y a plus d'un siècle, par exemple, au moment de la création des aires protégées telles que le Parc national de Yosemite (États-Unis) ou celui des Yorkshire Downs (Angleterre), il n'était pas question d'une "évaluation économique" et ces zones ont été déclarées parcs nationaux en raison de leur valeur patrimoniale. Il est donc possible de déterminer une valeur sans aucune intervention de l'économie. Mais, dans certains cas, l'évaluation peut se faire avec l'économie. Il peut donc être utile, dans un deuxième temps, de **démontrer la valeur** en termes économiques afin d'appuyer la prise de décision. Par exemple, une zone donnée peut fournir des services écosystémiques significatifs ou présenter une grande valeur pour l'agriculture ou pour une communauté, en raison de considérations culturelles ou liées au tourisme, sans qu'il n'y ait quelque échange monétaire que ce soit. Enfin, la dernière étape de cette approche est de pouvoir **appréhender la valeur** en introduisant des mécanismes qui incorporent les valeurs des écosystèmes à la prise de décision. Il peut s'agir, par exemple, des paiements pour services écosystémiques dans lequel les bénéficiaires ou un gouvernement paient une personne, ou dans lequel une personne paie le gouvernement. Comme, en général, dans la mise en œuvre de ce type d'accord, les gouvernements appartiennent à l'une voire aux deux parties, il ne s'agit pas d'un "marché" à proprement parler, qui impliquerait un grand nombre de participants, des liquidités, une marchandisation, une commercialisation, etc. La saisie de la valeur ne doit pas être comprise à tort comme une forme de "marchandisation" ou de "privatisation" : il s'agit simplement de deux

parties en présence qui recourent à la logique économique pour obtenir une compensation équitable du maintien ou de la restauration d'une série de services écosystémiques sous le contrôle de l'une des parties et bénéficiant à l'autre. En Chine, par exemple, la municipalité de Beijing paie les provinces situées en amont pour qu'elles modifient leurs pratiques agricoles afin de réduire la pollution des nappes phréatiques, plutôt que de se voir contraintes à dépenser des sommes considérables pour assainir l'eau par la suite. L'évaluation économique des services écosystémiques et de la biodiversité peut être utilisée de façons très différentes, mais il n'est pas toujours nécessaire d'appréhender la valeur. Il est tout à fait possible que cela fonctionne en se contentant de démontrer la valeur, à condition que les décideurs politiques aient la volonté de maintenir les bénéfices publics et pas seulement les bénéfices privés. Un des défis que pose l'évaluation est la nécessité de faire reconnaître la valeur de biens publics, c'est-à-dire de reconnaître combien cela représente pour une communauté, une province, un pays ou une société dans son ensemble.

Pour analyser les impacts concrets sur la prise de décision et favoriser l'utilisation du TEEB, nous avons résumé les 119 exemples de projets contenus dans les rapports du TEEB selon la logique et le contexte de leur évaluation. La majorité d'entre eux trouve sa place dans les catégories de mise en œuvre de PSE (« appréhender les valeurs ») et d'évaluation des aires protégées (« démontrer les valeurs »). Nous avons également analysé les types de stratégies présentées dans les rapports du TEEB, dont la majorité recouvre des exemples non marchands. En effet, les stratégies fondées sur le marché ne concernent que 11 des 119 cas analysés (cf. Tableau 1 ci-contre).

L'étude TEEB a été adaptée à l'intention de groupes d'acteurs très différents – fondations écologiques et économiques, décideurs politiques, entreprises etc., ce qui peut créer une certaine confusion. Nous avons aussi élaboré un manuel du TEEB par pays ainsi qu'une version simplifiée de ces manuels pour un usage au niveau national. En outre, un autre domaine de l'évaluation dans lequel j'estime que l'étude TEEB fait vraiment la différence, notamment en termes d'amélioration de la sensibilisation, est de rendre les entreprises plus conscientes de la nécessité d'évaluer leurs

Nombre	Catégories	Deux exemples dans chaque catégorie
6	▶ Législation	▶ Habilitier le cadre juridique pour les PSE, Costa Rica ▶ Politiques nationales de réduction de l'érosion des sols en Chine
7	▶ Taxes et Subventions/Autres aides	▶ Préserver les forêts grâce à des aides, Brésil ▶ Taxe environnementale pour la forêt, Japon
10	▶ Eco-labellisation et éco-certification	▶ Certification de l'huile de palme, Indonésie ▶ Systèmes de garantie participative pour l'agriculture organique, Inde
11	▶ Marchés	▶ Finance carbone pour la préservation de prairies primaire, États-Unis ▶ Banques et mécanismes de compensation de la biodiversité, NSW, Australie
12	▶ Financement de la biodiversité	▶ Préservation des zones humides par des programmes de microfinancement, Inde ▶ Fonds liés à l'eau pour la préservation des services écosystémiques dans les bassins versants, Colombie
15	▶ Aménagement de l'utilisation du territoire	▶ Intégrer les services écosystémiques à l'aménagement du territoire à Hawaï, États-Unis ▶ Intégrer les services écosystémiques à la planification des espaces à Sumatra, Indonésie
20	▶ Paiement pour services écosystémiques	▶ Dispositifs de PSE dans le bassin versant de Cidanau, Indonésie ▶ Programme de protection des nids et de surveillance des tortues sur la plage de Watamu, Kenya
38	▶ Évaluation des aires protégées	▶ Analyse des coûts et bénéfices de la construction de routes après déforestation, Brésil ▶ Cas TEEB des pays Nordiques: services écosystémiques fournis par le saumon de la Baltique – une perspective régionale des bénéfices socio-économiques associés à des espèces clés

**Tableau 1 : Exemples et logique de l'étude TEEB pour l'évaluation économique**

impacts sur la biodiversité. La coalition du TEEB pour les entreprises – connue désormais sous le nom de Coalition pour le capital naturel (*Natural Capital Coalition*) – a été créée précisément à cette fin et a lancé le projet de "Protocole du capital naturel", dont la réalisation est déjà bien avancée. Il s'agit d'un cadre pour l'évaluation des impacts et des dépendances liés aux entreprises. Il traite des enjeux tels que la manière par laquelle procéder à l'évaluation et faire en sorte que toute entreprise dans toute industrie puisse réaliser cet exercice pour en informer les dirigeants, les actionnaires et les autres parties prenantes.

**A la lumière du *Business and Biodiversity Forum* et des initiatives telles que le Partenariat Mondial, quel est votre sentiment par rapport à l'implication du secteur privé dans la prise en compte de la biodiversité et quel est, selon vous, le rôle des entreprises dans ce sommet international pour la biodiversité ?**

Dans notre économie actuelle, aux États-Unis par exemple, 75 % du PIB et des emplois sont liés au secteur privé. Au plan mondial, 60 % du PIB et 70 % des emplois proviennent du secteur privé. Il est donc évident que nous ne pourrions pas transformer l'usage qui est fait des ressources et réorienter l'économie vers une "Économie verte", comme un moyen pour parvenir à la durabilité, sans implication et engagement de la part du secteur privé. Transformer l'économie en économie verte au service du développement durable et de l'éradication de la pauvreté – ce qui correspond à « L'avenir que nous voulons »<sup>(1)</sup> - implique

également de faire changer les entreprises, qui représentent les trois-quarts de l'activité économique.

De nombreuses entreprises se demandent toujours pourquoi elles devraient être impliquées dans la prise en compte de la biodiversité. J'estime qu'il s'agit d'une nécessité car il n'existe, en fait, aucun autre moyen d'avancer. Je continue à croire que certaines entreprises doivent encore se convaincre de la nécessité de mesurer intégralement leurs impacts et dépendances, en reconnaissant l'existence d'un capital social, naturel et humain et pas seulement celle du capital financier. Comme nous l'avons constaté pendant le *Business Forum*, certaines entreprises en sont déjà convaincues, et notamment des sociétés leaders telles que Puma ou Unilever et bien d'autres encore, faisant ainsi bouger les choses dans la bonne direction.

Comme a pu le mettre en lumière l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire (*Millennium Ecosystem Assessment*), la plupart des services écosystémiques qui s'appauvrissent ou se dégradent correspondent à des biens ou des services publics, ce qui signifie que c'est, en général, la population qui en supporte les coûts en cas de dégradation. La totalité des impacts du monde de l'entreprise – celle des trois mille plus grosses sociétés – tourne autour de 2 trillions de dollars, représentant 3,5% du PIB mondial. Ceci signifie donc que le problème central des « profits privés, pertes publiques » se pose dans une dimension beaucoup plus planétaire. Toutefois, pour parvenir à transformer l'économie à une telle échelle, les décideurs politiques doivent s'impliquer et nous en avons eu une belle démonstration, lors de cette COP12, dans le cadre du Panel de haut niveau réservé aux entreprises. Au nombre

des membres du Panel figuraient le directeur général de la plus grande société chimique privée indienne, un opérateur touristique de premier plan, du Pérou, un ministre sud-africain et un représentant d'une des principales sociétés pharmaceutiques et de cosmétiques coréenne. C'est ce type d'engagement que nous souhaitons voir et je suis très heureux que le Secrétaire exécutif de la CDB ait été présent pour apporter ses encouragements à tous. Ceci montre l'importance qu'il attache à cet enjeu.

C'est une bonne chose que le *Business Forum* et d'autres initiatives comme le Pavillon des services écosystémiques aient vu le jour. Cependant, j'ai le sentiment qu'il nous manque, en ce moment, un cadre politique intégrant véritablement le monde de l'entreprise. Nous avons besoin d'un engagement et d'une participation reposant sur les secteurs d'activité. Nous pouvons identifier les principaux secteurs qui devraient devenir la cible de la CDB – c'est-à-dire ceux qui comptent en matière de biodiversité. Si nous nous penchons sur les changements climatiques, les secteurs clés dans ce domaine sont assez évidents : le pétrole, le gaz, le ciment, etc. Mais s'agissant de la biodiversité, la situation est un peu plus compliquée. Il existe tout un éventail d'enjeux qui doit être reconnu au niveau sectoriel comme au niveau mondial. L'huile de palme, par exemple, est extrêmement importante et dans une COP sur la biodiversité, j'aurais espéré trouver des représentants du secteur de l'huile de palme. D'ailleurs, par secteur, nous entendons les dix/quinze plus grandes sociétés participant à une rencontre au sommet et appelées à décider de la meilleure voie à suivre. Ceci garantirait que chacun avance dans la même direction. Les approches régionales ne fonctionneront pas. Il est nécessaire d'obtenir l'implication de secteurs entiers. Le problème

(1) Document adopté lors de la Conférence de Rio +20 en 2012. Disponible ici : [http://www.un.org/fr/documents/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/66/288](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/66/288)



Faire en sorte que la valeur de la nature soit reconnue est un défi considérable. Il est important de sensibiliser les individus qui sont autant de décideurs, de citoyens devenus consommateurs. Ce n'est pas l'évaluation des écosystèmes, mais la reconnaissance de leur valeur qui permet d'agir de la sorte et cette reconnaissance vient d'une impression, d'une appréciation, d'un sentiment qu'un lien existe. C'est, par ailleurs, une question de communication. La population en général et plus particulièrement les responsables politiques, réagissent beaucoup plus favorablement à une demande de l'esprit qu'à une demande du cœur. Je ne dis pas que ce soit une bonne chose, je dis simplement ce qui est. J'ai passé beaucoup de temps au sein d'aires protégées et dirigé deux ONG en Inde. J'ai essayé de toutes mes forces d'influencer le cœur des gens et cela ne fonctionne pas. Mais lorsque j'arrive quelque part vêtu d'un costume avec, sur le visage, mon expression de banquier et déclare voilà combien vous êtes en train de perdre en termes économiques, ils se réveillent soudain et commencent à m'écouter. Pourquoi ? Non pas parce qu'ils sont bons ou mauvais, mais simplement parce qu'ils sont psychologiquement en phase avec le fait d'écouter parler de chiffres et d'arguments économiques. Il n'y a rien d'autre à ajouter. Toute cette approche concerne la façon d'affronter le défi principal des décideurs politiques qui est désormais l'économie. Pour résoudre les problèmes actuels, nous devons en reconnaître la nature réelle. Nous vivons désormais dans ce genre de monde. Ce n'est pas un jugement de valeur, il nous faut relever le défi tel qu'il est. Ayant bénéficié d'une formation en physique, je me dois de reconnaître la réalité."

- Pavan Sukhdev

➔ majeur qui se pose aujourd'hui est que, malheureusement, la diversité est faible et les multinationales sont énormes : classiquement et quel que soit le secteur concerné, 80% du volume total est contrôlé par dix à vingt sociétés. Mais cet aspect « négatif » peut également être envisagé de manière positive, car pour influencer le changement dans un secteur, vous n'avez besoin de réunir que 20 sociétés et non plus entre 200 et 2000 !

**Les outils et les approches fondées sur les services écosystémiques sont récemment venus enrichir la volumineuse "boîte à outils" dont disposent les entreprises désireuses de mesurer et de gérer leurs performances dans un contexte de responsabilité sociale et environnementale croissante. À votre avis, quel avantage y a-t-il à utiliser ces outils et quelles en sont les limites ?**

Certaines de ces boîtes à outils, comme l'« Évaluation des écosystèmes pour les entreprises » (*Corporate Ecosystem Valuation - CEV*), visent à informer les entreprises de leurs impacts et dépendances de façon à classer les enjeux suivant leur importance matérielle. Les dirigeants d'entreprises réagissent plus efficacement à des arguments économiques qu'à des arguments non économiques (cf. Encart ci-dessus). Le projet le plus important, s'agissant de réaliser cet objectif, est représenté par le travail que nous accomplissons en ce moment : le "Protocole du capital naturel". En effet, il impliquera les entreprises de manière standardisée et devrait

conduire à l'adoption de normes mondiales – à savoir un cadre général pour l'évaluation. Il est crucial de parvenir à ce résultat car les retours et l'apprentissage ainsi acquis permettront d'avancer vers le niveau suivant.

Une analyse de ce type nous fournit les chiffres dont nous avons besoin pour, en premier lieu, comprendre les impacts des entreprises et, ensuite, donner aux dirigeants les moyens de réagir grâce à des stratégies adaptées. Un jour viendra où les régulateurs pourront décider que ces informations doivent également être publiées en raison de leur utilité pour les différents acteurs de l'entreprise. A une certaine époque, les montants des bonus consentis aux directeurs d'entreprises n'étaient pas publiés, ils le sont aujourd'hui. A une certaine époque encore, les passifs éventuels n'étaient pas publiés, ils le sont désormais. Aujourd'hui, les externalités ne sont pas publiées, elles pourraient l'être demain. Ces informations deviendront vraiment importantes. La Commission européenne a d'ailleurs déjà adopté une directive qui exigera des entreprises européennes d'entamer un processus pour mesurer et rendre compte de leurs impacts.

Le reporting intégré est une autre évolution importante. Les impacts sur tous les capitaux, et non pas uniquement sur le capital financier, sont au cœur de ce processus de reconnaissance des impacts et dépendances. Il repose, en interne, sur l'intérêt central des dirigeants d'entreprise pour les informations concernant la gestion et, en externe, sur la

perspective des investisseurs et des financeurs. Mais les entreprises dépendent aussi du capital humain, social et naturel, et pas seulement de leur capital financier. En fait, elles peuvent créer du capital humain et créer ou détruire du capital social. Si elles se lancent dans le reboisement, par exemple, elles peuvent également créer du capital naturel. Manifestement, en ce moment, les entreprises agissant de la sorte sont rares. Il est important de considérer les situations à partir d'un point de vue embrassant "plusieurs sortes de capital". Si nous y parvenons, si nous réussissons à appréhender à quel point tout est relié, nous pourrions vraiment comprendre la façon dont fonctionne ce paysage de capitaux et à quel point la durabilité n'est qu'une imbrication de valeurs. La valeur, au sens social et économique du terme, est ce qui guide les agents vers des niveaux toujours plus élevés de durabilité. Telle est la meilleure façon d'avancer et je crois qu'elle peut voir le jour dans les cinq à dix ans qui viennent, comme le montre le nombre croissant d'entreprises réagissant aux défis qui se posent et commençant à mesurer ce type d'impacts. Finalement, la publication des véritables impacts commencera à se faire. Lorsqu'on se concentrera sur le reporting intégré, alors nous commencerons à rendre compte de la réalité. Ce qui est publié aujourd'hui se limite simplement à la valeur ajoutée des actionnaires. ■